

# AIDE FISCALE À L'INVESTISSEMENT OUTRE-MER

## FORMULAIRE PAR LES INTERMÉDIAIRES, DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS DANS UN DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER OU UNE COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER, OU EN NOUVELLE-CALÉDONIE

(Article 242 *septies* du CGI)

Ce formulaire doit être souscrit par **toute entreprise qui exerce l'activité professionnelle consistant à obtenir pour autrui les avantages fiscaux prévus par les articles 199 *undecies* A, 199 *undecies* B, 199 *undecies* C, 217 *undecies*, 217 *duodecies*, 244 *quater* W, 244 *quater* X ou 244 *quater* Y du code général des impôts (CGI)** quel que soit le montant de l'investissement réalisé.

L'article 242 *septies* du CGI subordonne l'exercice, par une entreprise, de cette activité professionnelle à l'inscription sur un registre public tenu par le représentant de l'État dans les départements et collectivités désignés selon les modalités fixées par l'arrêté conjoint des ministres chargés du budget et des outre-mer du 3 mai 2019 (JO du 23 juin 2019). L'inscription sur le registre est valable pour une durée de 3 ans. Pour plus de précisions sur les conditions d'inscription ou de renouvellement d'inscription à ce registre, vous pouvez consulter la charte de déontologie annexée au décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer.

Elle doit être déposée dans le même délai que celui prévu pour le dépôt de la déclaration de résultats ou de bénéfices souscrite au titre de l'exercice au cours duquel l'investissement est mis en service, au cours duquel l'immeuble est achevé, au cours duquel les travaux de rénovation ou de réhabilitation d'hôtels, de résidences de tourisme ou de villages de vacances classés, ou de logements sociaux âgés de plus de vingt ans sont achevés, ou au cours duquel les travaux de démolition de logements préalables à la construction de logements sociaux neufs sont achevés.

La déclaration est déposée :

- pour les entreprises dont le siège social est situé en métropole ou dans les départements d'outre-mer (DOM), auprès du service des impôts des entreprises dont les intermédiaires relèvent ou de la direction des grandes entreprises (DGE) ;
- pour les autres entreprises, auprès de la direction des impôts des non-résidents (DINR).

Le défaut de déclaration entraîne le paiement de l'amende prévue à l'article 1740-00 AB du CGI.

<b>Exercice</b>	<b>du</b>	<b>au</b>
-----------------	-----------	-----------

### I.1 – IDENTIFICATION

<b>Dénomination</b>			
<b>Siège social</b>		<b>N° SIREN</b>	
<b>Forme juridique</b>		<b>Code APE</b>	

## I.2 – CLIENTS CONCERNÉS

[illegible]

## II – IDENTIFICATION DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS

[illegible]

<sup>(1)</sup> Martinique (MT), Guadeloupe (GA), Guyane (GY), Réunion (R), Saint Martin (SM), Saint Barthélemy (SB), Saint Pierre et Miquelon (SPM), Mayotte (MY), Nouvelle-Calédonie (NC), Polynésie française (PF), Wallis (W), Futuna (F), Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF)

<sup>(2)</sup> Préciser le code postal. Pour Wallis et Futuna, indiquer la circonscription.

<sup>a)</sup> Équipements et mobiliers hôteliers spécifiques (EMH) ; Bâteaux de plaisance (PL) ; Navires de croisière (NV) ; Moyens de transports maritimes (TM) ; Moyens de transports terrestres autres que véhicules de tourisme (TT) ; Véhicules de tourisme (VT) ; Moyens de transports aériens (TA) ; Matériel audiovisuel (AD) ; Matériel de télécommunication (TEL) ; Équipements mobiliers industriels (machines outils,...) (EMI) ; Navires de pêches (PE) ; Matériel agricole spécifique (tracteurs,...) (MAS) ; Énergies renouvelables – photovoltaïque (ERP) ; Énergies renouvelables – Éoliennes (ERE) ; Énergies renouvelables – Biogaz (ERB) ; Énergies renouvelables – Chauffage-eaux solaires (ERS) ; Énergies renouvelables – Autres (ER) ; Matériels BTP spécifiques (grue, tractopelle,...) (BTP) ; Matériel portuaire spécifique (matériel de levage, chariots,...) (PO) ; Matériel de recherche et développement (RD) ; Câble numérique (CAN) ; Autres investissements mobiliers (AUM) ; Bâtiments hôteliers (BHO) ; Friches hôtelières ou industrielles (FRI) ; Résidence de tourisme / Meublé de tourisme (RTM) ; Travaux de rénovation d'un hôtel (TRH) ; Reconstruction Nouvelle-Calédonie (émeutes du 13 mai 2024 au 31 août 2024 (RNC) ; Usine et/ou entrepôt (UEN) ; Travaux de rénovation lourde d'un immeuble (hors hôtel) (TRI) ; Autres investissements immobiliers (AU) ; Logements : secteur libre (LOL) ; Logements : secteur intermédiaire (LOI) ; Logements : location accession (PLA) ; Logements sociaux ou très sociaux (LOS).

<sup>(4)</sup> Pour chaque nature d'investissement, veuillez indiquer les caractéristiques exactes de l'investissement.

[illegible]

### III – DÉCLARANT

Nom					
Qualité					
Adresse					
Fait à		Le		<u>Signature</u>	